

**Finances & Développement** est publié chaque trimestre en anglais, en arabe, en chinois, en espagnol, en français et en russe par le Fonds monétaire international.  
Édition française ISSN 0430-473x

Laura Wallace  
**RÉDACTRICE EN CHEF**

Asimina Caminis  
**RÉDACTRICE PRINCIPALE**

Jeremy Clift  
Elisa Diehl  
Christine Ebrahim-zadeh  
Natalie Hairfield

**RÉDACTEURS**

Luisa Menjivar  
**DIRECTRICE ARTISTIQUE**

Lai Oy Louie  
**GRAPHISTE**

Lijun Li  
Kelley E. McCollum  
**ASSISTANTES DE RÉDACTION**

**Avec la collaboration de**  
KENNETH S. ROGOFF

**CONSEILLERS DE LA RÉDACTION**

Peter Allum  
Francesco Caramazza  
Adrienne Cheasty  
David T. Coe  
Paula De Masi  
Andrew Feltenstein  
Paul Hilbers  
Ashoka Mody  
Mark Plant  
Thomas Richardson  
Jerald Schiff

**ÉDITION FRANÇAISE**

Division française  
Services linguistiques  
M. SERVAIS & H. BLOCH  
Traduction  
VAN TRAN  
Correction & PAO



Mise sous presse par United Lithographers,  
Inc., Ashburn, Virginia (U.S.A.)

**Abonnement et publicités :**

IMF Publication Services  
700 Nineteenth Street, NW  
Washington, DC 20431 (U.S.A.)  
Téléphone : (202) 623-7430  
Fax : (202) 623-7201  
E-mail : [publications@imf.org](mailto:publications@imf.org)

© 2003 Fonds monétaire international. Tous droits réservés. Pour reproduire les articles, prière de s'adresser à la rédaction :

Editor-in-Chief, *Finance & Development*  
International Monetary Fund  
Washington, DC 20431 (U.S.A.)  
Téléphone : (202) 623-8300  
Fax : (202) 623-6149

E-mail : [fanddletters@imf.org](mailto:fanddletters@imf.org)

Site Web : <http://www.imf.org/fandd>

L'autorisation est en général accordée rapidement et gratuitement si les articles ne sont pas reproduits à des fins commerciales.

Les opinions exprimées dans la revue n'engagent que leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement la politique du FMI.

# Lettre de la rédaction

**L**ORS DE L'ASSEMBLÉE annuelle du FMI et de la Banque mondiale qui se tiendra à Dubaï fin septembre, un des grands sujets de discussion sera la stratégie de la communauté internationale pour aider les pays à faible revenu à accélérer leur croissance et à faire reculer la pauvreté. Au début des années 90, nombreux étaient ceux qui pensaient que cette stratégie figurait dans le «Consensus de Washington» — terme créé par l'économiste britannique John Williamson en 1989 pour résumer un programme d'action qui, selon lui, était considéré par quasi tout le monde à Washington comme nécessaire en Amérique latine à cette époque. Ce programme comprenait dix éléments : discipline budgétaire, réorientation des dépenses publiques au profit des pauvres et de la croissance, réforme fiscale, libéralisation des taux d'intérêt, taux de change compétitif, libéralisation des échanges, libéralisation des investissements directs en provenance de l'étranger, privatisation, déréglementation et droits de propriété. Même aujourd'hui, si la plupart des économistes et des décideurs souhaiteraient probablement allonger cette liste, seule une minorité serait prête à la raccourcir. Mais, au fil du temps, ce terme a pris d'autres sens. Certains y voient un programme néolibéral. Nombreux sont ceux qui le considèrent comme un train de mesures que les institutions basées à Washington ont imposées aux pays en développement, et ce, non seulement en Amérique latine. Après les crises financières de la fin des années 90, la grande question dans les milieux politiques et universitaires est devenue celle de savoir si le Consensus de Washington est responsable des malheurs de l'Amérique latine et même des maux de la mondialisation.

Pour notre article principal, nous avons demandé à Williamson de nous donner son avis sur cette confusion. Quand une expression en vient à signifier des choses aussi différentes, il est temps de s'en débarrasser, nous explique-t-il. Il propose aussi un nouveau programme d'action pour l'Amérique latine, et il espère qu'il sera appelé autrement que le «Consensus de Washington bis». Il s'agit de rendre les pays moins vulnérables aux crises, d'achever (et, le cas échéant, de corriger) les réformes de libéralisation de première génération, de compléter celles-ci par une deuxième génération de réformes (institutionnelles) et d'améliorer la répartition des revenus — après tout, c'est en Amérique latine que les inégalités de revenus sont les plus marquées au monde.

Quelles devraient être les priorités des pays en développement? Nous avons posé la question à des dirigeants de ces pays. Pour Guillermo Ortiz, Gouverneur de la banque centrale du Mexique, l'accent doit être mis sur les aspects positifs de l'intervention de l'État — en d'autres termes, des mesures qui sont essentielles pour assurer le bon fonctionnement des marchés, par exemple le renforcement des institutions. Trevor Manuel, Ministre des finances de l'Afrique du Sud, est d'avis que les problèmes particuliers de l'Afrique imposent de réduire le rôle des économies duales, de créer du capital social et de renforcer le rôle de l'État. Mais il affirme que, contrairement à d'autres régions aux prises avec un État qui représente la moitié du revenu national et cherche à tout faire, l'Afrique souffre de l'absence de dynamisme et de l'intervention limitée de l'État. Enfin, pour avoir encore une autre perspective idéologique, nous nous sommes entretenus dans *Paroles d'économistes* avec Esther Duflo, qui fait partie d'un groupe de jeunes économistes prometteurs qui remettent en question les stratégies traditionnelles du développement.

\* \* \* \* \*

Dans sa rubrique *Entre nous*, Kenneth Rogoff, Conseiller économique et Directeur du Département des études du FMI, s'interroge sur la franchise dont le FMI doit faire preuve, tandis qu'il redouble d'efforts pour prévenir les crises financières à l'échelle mondiale. Il conclut que, même si l'art de la prévision des crises laisse beaucoup à désirer, il serait bon de sonner plus volontiers l'alarme; en fait, l'avenir même de l'institution pourrait bien passer par une plus grande franchise.

**Laura Wallace**  
*Rédactrice en chef*

La rédaction de *Finances & Développement* accepte volontiers les commentaires des lecteurs. Les lettres ne peuvent dépasser 250 mots, et nous nous réservons le droit de les modifier pour des raisons d'espace ou de clarté. Veuillez les adresser à Editor-in-Chief, *Finance & Development*, International Monetary Fund, Washington, DC 20431 (U.S.A.), ou les envoyer par courrier électronique à [fanddletters@imf.org](mailto:fanddletters@imf.org).